MARGARINE ERA
AUX FRUITS D'ORIENT
COMME DU BEURRE

70e Année. – N° 11. Le numéro : 15 centimes DIMANCHE 11 JANVIER 1925.

Journal de Roubaix

DIRECTRICE : MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS { Nord et limitrophes..... 3 mois, 13.00 ; 6 mois, 26.00 ; 1 an, 50.00 ; France et Belgique..... » 14.00 ; » 27.00 ; » 53.00 ; Union postale..... » 22.00 ; » 43.00 ; » 85.00

RÉDACTION - ANNONCES ABONNEMENTS { ROUBAIX : 71, Grande-Rue. Tél. 24 et 1906. Inter. 1139. TOURCOING : 33, rue Carnot. Téléph. 37. Chèques postaux 87 Lille.

RUBAN BLEU
EGAL AU BEURRE CRÉMÉ

Devant le péril communiste

Un événement tragique dans la vie d'un peuple est l'indicateur par excellence du caractère des foules et des individus.

Devant le péril communiste, beaucoup d'indifférents qui s'étaient endormis dans une quiétude coupable ont compris toute la gravité de l'heure et sont devenus des agités, prêchant la ruine prochaine du pays. Ce sont les pessimistes.

Pour eux, l'agitation remplace l'action et ils croient servir la France en semant partout l'épouvante.

D'autres nient le danger, pour attendre, dans une douce placidité, que d'autres s'immolent pour la collectivité. Ce sont les optimistes.

Il en est aussi qui crient, se lamentent, pleurent, croyant agir quand ils gémissent.

Certains encore ouvrent généreusement leur bourse et donnent sans discernement l'argent qui doit les sauver et surtout les dispenser de tout effort personnel. Ceux-là croient que l'argent paie tout : même le courage et la vie du prochain.

Je préfère à ceux-là les hommes qui, sentant venir le danger, n'ont pas tremblé quand il fut signalé.

Généreusement, ils sont entrés dans l'arène, prêts à tous les sacrifices, à tous les renoncements; ils sont devenus les apôtres de la cause nationale; avec calme, ils prennent leurs responsabilités, entraînent les hésitants, multiplient leurs efforts, luttent contre la panique, sacrifient argent, repos, préférences personnelles, à la grande cause qu'ils veulent servir; ce sont les entraîneurs.

Dans les circonstances dramatiques que nous vivons, soyons des actifs et des entraîneurs.

Disons-nous que si l'argent est une puissance dont il faut savoir se servir, il est des choses que l'argent ne paie pas, des devoirs dont l'argent versé ne dispense pas.

N'oublions pas que si le soldat français a vaincu sur les champs de bataille, c'est parce qu'il a lutté avec son cœur, avec son courage et son patriotisme. Ces armes-là ont décuplé la valeur des mitrailleuses et des canons.

Quel que soit notre rang social, quel que soit notre degré d'intelligence et d'instruction, si modeste soit notre emploi, nous pouvons servir la cause française. Luttons contre ceux qui prêchent l'internationalisme, la lutte des classes et la révolution; luttons de toutes nos forces, faisons une guerre acharnée aux ennemis de la famille et de la société.

Les honnêtes gens sont le nombre, le grand nombre; ils seront la force et la puissance s'ils sont unis; que chacun, à son poste de combat, fasse son devoir et donne sa mesure.

Gardons-nous autant de nier que d'exagérer le danger. N'oublions pas que toute exagération nuit au crédit de la France. Ayons confiance en nos propres moyens, aidons aussi les organisations qui sollicitent notre concours, mais soyons prudents, ne donnons notre argent et notre confiance qu'à bon escient en répondant aux groupements qui ont un nom, un chef, un contrôle et un programme.

Mme REBOUX.

LES CHANGES

	Vendredi	Samedi
Livre.....	89.20	89 33
Dollar	18.65	18.65
Belgique..	92.95	93.00

LES NÉGOCIATIONS FRANCO - ALLEMANDES

L'Allemagne recouvre aujourd'hui sa liberté douanière

C'EST UNE ARME QU'ELLE EST DECIDEE A EMPLOYER CONTRE LA FRANCE

Paris, 10 janvier. — C'est cette nuit, à minuit, que l'Allemagne a recouvré sa liberté douanière. Au cours de négociations interminables, la France a fait preuve d'une patience et d'une bonne volonté inlassables et elle attend actuellement une réponse au projet de « modus vivendi », qu'elle a présenté, il y a quinze jours.

L'Allemagne, recouvrant la liberté de ses mouvements économiques se sert de la négociation commerciale comme d'une arme politique.

Elle entend nous châtier du maintien de l'occupation de Cologne.

Seule, une politique française, une politique alliée, capable de lui faire comprendre que les voies de la violence sont définitivement fermées devant elle, l'eussent incitée à suivre une autre ligne de conduite.

Maintenant, elle ne négligera rien qui soit susceptible de réaliser la prohibition générale des importations françaises sur son territoire.

RETOUR A PARIS DE M. TRENDELENBOURG

M. Trendelenbourg, président de la délégation commerciale allemande et M. Von Simson, membre de la délégation, venant de Berlin, sont arrivés à Paris samedi matin, à la gare du Nord, par le train de 11 heures.

Le nouveau mark allemand est coté

Paris, 10 janvier. — Le nouveau mark allemand, « le Reichsmark » a été coté officiellement aujourd'hui, pour la première fois, par la Chambre Syndicale des agents de change.

La cotation a eu lieu par 100 reichsmark. Les cours pratiqués ont été 444,50 à l'ouverture et 444,75 en clôture.

Ces cours se tiennent un peu au-dessous de la parité or de la nouvelle monnaie allemande.

BILLET PARISIEN

Les variations de l'opinion britannique SUR les dettes interalliées

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL)

PARIS, 10 JANVIER (Minuit).

Au cours de l'entrevue que MM. Herriot et Churchill ont eue hier au Quai d'Orsay, le Président du Conseil a exposé l'état de l'opinion française sur la question des dettes interalliées.

M. Herriot savait à quoi s'en tenir à ce sujet, puisqu'il avait, quelques instants auparavant, consulté un certain nombre de personnalités appartenant au Parlement et à l'Administration.

A M. Churchill, M. Herriot a posé la question suivante : « L'Angleterre est-elle prête à renouveler la promesse qui nous fut faite en août 1922, par M. Balfour, de ne réclamer aux débiteurs continentaux que les sommes comblant la différence existant entre ce que l'Angleterre doit elle-même à l'Amérique et ce qu'elle recevra de l'Allemagne au titre de réparations? »

M. Churchill n'a pas répondu sur ce point au chef du Gouvernement français. Il consultera les membres du Cabinet britannique, et il espère être, dès jeudi prochain, en mesure de nous donner les éclaircissements que nous demandons.

D'ores et déjà, il y a lieu de remarquer que l'Angleterre, dans cette affaire de dettes, nous est moins favorable aujourd'hui qu'en 1922. En 1922, en effet, elle était prête à accepter un règlement forfaitaire, les sommes à lui revenir au titre des réparations étant fixées une fois pour toutes et devant compenser une partie équivalente de notre propre dette.

Aujourd'hui, elle semble se refuser à anticiper sur les paiements de l'Allemagne pour nous remettre une fraction de sommes dont nous sommes redevables. Le plan Dawes, bien qu'il soit d'inspiration anglo-saxonne, apparaît assez inexact comme instrument de paiement. Pour tout dire, l'Angleterre ne croit plus aux réparations et, ne pouvant se tourner vers l'Allemagne pour en tirer l'argent qu'elle doit aux Etats-Unis, elle ne trouve rien de mieux que de faire appel au porte-monnaie de ses alliés européens.

Nous ne savons si M. Herriot a eu l'occasion d'expliquer à M. Churchill que cette manière de voir révoltait la conscience française. Il serait monstrueux de faire payer la France en lieu et place de l'Allemagne défaillante.

L'opinion de notre pays ne le tolérerait certainement pas.

R...

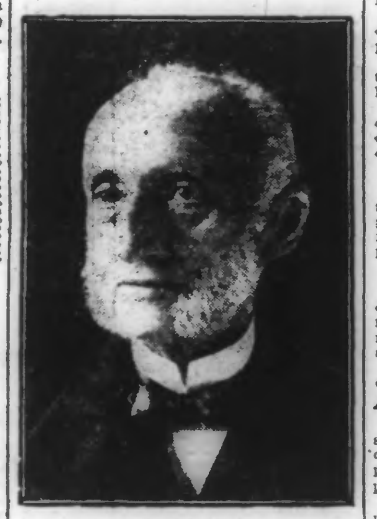
LA RENTRÉE PARLEMENTAIRE

C'EST M. MÉLINE

ancien président du Conseil

qui présidera mardi la séance du Sénat

Paris, 10 janvier. — Mardi prochain, la séance de rentrée du Sénat aurait dû être



M. MÉLINE
ancien président du Conseil

présidée, comme les années précédentes, par M. Gustave Denis, le sénateur de la Mayenne. Mais le doyen d'âge — il a 92 ans — étant légèrement souffrant, s'est par avance excusé.

MM. Gomot, sénateur du Puy-de-Dôme, et Riotteau, sénateur de la Manche, qui viennent ensuite après dans l'ordre chronologique, se sont également récusés. C'est donc [illegible] président du Conseil, âgé de 87 ans, qui présidera la séance de rentrée.

Inutile de dire qu'une chaleureuse ovation sera réservée au toujours vigoureux président de la commission de l'agriculture.

La IVe Internationale fait appel à l'unité socialiste

Berlin, 10 janvier. — Les partis qui sont sortis de la IIIe Internationale et qui n'adhèrent pas à la IIe viennent de tenir une conférence à Berlin. Ce sont l'Union socialiste communiste de France, le parti socialiste italien maximaliste), les indépendants et la Ligue socialiste d'Allemagne, les partis communistes autonomes de Suède et de Norvège les social-révolutionnaires de gauche de la Grande Russie, de la Russie blanche, de la Lithuanie et de l'Ukraine, le Bund polonais.

Ils ont décidé de créer un bureau central de propagande. La conférence, en attendant des décisions ultérieures des partis intéressés a rédigé un appel à l'unité socialiste mondiale.

LE MARÉCHAL PÉTAIN est parti pour Dakar

Marseille, 10 janvier. — Le « Doukkala », courrier du Maroc et de l'Afrique occidentale

LE MARECHAL PETAIN

a levé l'ancre à 11 heures, ayant à bord M. le maréchal Pétain et Mme Pétain, qui se rendent à Dakar.

AU PARADIS ROUGE

DES TROMPETTES D'ARGENT SONNERONT : « AUX CHAMPS ! »

lors de la réception de l'ambassadeur de France à Moscou

Moscou, 10 janvier. — M. Herbette est attendu à Moscou dimanche à 10 heures du matin.

Un wagon spécial qui fit autrefois partie du train impérial, a été envoyé à Riga pour prendre l'ambassadeur et Mme Herbette, et la suite de l'ambassadeur.

M. Florinsky, chef du protocole, viendra saluer M. Herbette à la gare de la Baltique, au nom du gouvernement soviétique.

La première prise de contact aura probablement lieu dans le wagon même.

M. Florinsky présentera à l'ambassadeur M. Kagan, directeur du département anglo-romain au commissariat des affaires étrangères.

A la sortie du train, M. Herbette passera en revue une compagnie d'honneur de l'armée rouge, rangée sur le quai.

Des trompettes d'argent, ornées de fanions écarlates sonneront « Aux Champs! »

Le commandant du détachement présentera son rapport.

Les hymnes nationaux n'étant pas admis ici, l'orchestre jouera non pas la « Marseillaise », mais une simple marche.

Puis les diplomates français seront conduits en deux automobiles par le chef du protocole, à l'hôtel de l'ambassade.

Les journaux annoncent en gros caractères les étapes de M. Herbette à travers l'Europe.

M. Herbette présentera ses lettres de créances à M. Kalinine, président du comité exécutif, en présence de MM. Tchitchérine et Litvinof, dans deux ou trois jours.

LA FAMINE

Riga, 10 janvier. — On annonce que, par suite de la famine, les populations des régions de Kharkov, Soumy et Kouplansk, se nourrissent d'ersatz et sont déjà décimées par le typhus et le scorbut.

UN ATTENTAT CONTRE ZINOVIEFF

Berlin, 10 janvier. — Un court message de Petrograde annonce que deux coups de revolver ont été tirés, cet après-midi sur Zinovieff, chef de la IIIe Internationale et président du soviet de Petrograde.

Zinovieff n'a pas été atteint et l'auteur de l'attentat a été immédiatement arrêté.

APRES TROTSKY, RAKOWSKI?

Londres, 10 janvier. — M. Berzin, conseiller de M. Rakowski, a été rappelé à Moscou il y a quelques semaines. Il a été, paraît-il, victime de son attachement à la personne de Trotsky.

Rakowski, de son côté, se trouve dans une position difficile à Londres. Il vient de partir, assez mystérieusement, pour Moscou.

Le Conseil de guerre devant lequel Sadoul comparaîtra demain lundi à Orléans

Voici la composition complète et définitive du conseil de guerre qui jugera Sadoul.

Président : colonel Lambert-Dabertouing, commandant le 131e régiment d'infanterie; assesseurs : lieutenant-colonel Devatre, du 131e régiment d'infanterie; chef de bataillon Moulin, adjoint au chef de service régional de l'instruction physique; chef de bataillon Babuty, chef du service régional de l'instruction physique à Montargis; chef de bataillon Cadieu, du 131e régiment d'infanterie; capitaine Panisset, du 131e, détaché au parc d'artillerie et capitaine Sanselme, du 131e régiment d'infanterie. Le chef de bataillon Grand occupera le siège de commissaire du gouvernement et le lieutenant Jamard remplira les fonctions de greffier.

Cette audience sera de pure forme et pourrait être prolongée seulement par les déclarations que fera Sadoul. Après la lecture du rapport, Mes André Berthon et Flach, avocats, demanderont la mise en liberté provisoire de leur client et un supplément d'information sera ordonné.

Le général Lebouc, commandant le 5e corps, a décidé qu'une consigne extrêmement sévère serait observée aux portes et dans la salle du palais de justice, afin d'éviter les incidents qui pourraient être provoqués par certains éléments communistes, qui manifestèrent lors de la récente venue à Orléans du maréchal Joffre.

LE GESTE COURAGEUX D'UN CHEF COMMUNISTE REPENTI

"Le bolchevisme est un parti de haine, de guerre et de jouisseurs; brisez-le sans ménagement"

ECRIT A M. HERRIOT LE DOCTEUR GILLARD

Nice, 10 janvier. — L'*Eclaireur de Nice* publie une lettre que le docteur Gillard, qui fut le chef attitré du parti communiste dans les Alpes-Maritimes et qui dirigea la propagande révolutionnaire en 1920 au moment de la grève des cheminots, écrit à M. Herriot, président du Conseil.

Le docteur Gillard, édifié sur le communisme qu'il connaît bien puisqu'il l'a pratiqué, dit à M. Herriot des vérités fortes et qui devraient être entendues de ce gouvernement du Cartel qui a failli nous livrer au coup de force bolcheviste.

Mais le docteur Gillard va plus loin : il déclare que le parti communiste est alimenté par l'argent qui vient des Soviets; il avoue avoir lui-même, en 1920, reçu de la IIIe Internationale des sommes destinées à la propagande révolutionnaire.

Il est toujours intéressant d'avoir de nouvelles preuves de ce que l'on sait fort bien.

De cette lettre nous extrayons les passages suivants :

Je fus communiste dès la première heure de la Révolution russe. J'étais, en effet, attiré par la joie immense qu'enfin les hommes pourraient mettre en pratique ces belles et généreuses pensées : « Aimez-vous les uns les autres. Aidez-vous les uns les autres. Paix universelle entre les hommes. Qui ne travaille pas (sans raison) ne doit pas manger. »

Je me consacrai donc sans compter au triomphe du communisme. Mon zèle me valut quarante jours de prison, en 1920, pour complot contre la sûreté de l'Etat.

Les exploiteurs bolchevistes du peuple ne travaillent pas et dépensent sans compter

Qu'ai-je vu, qu'ai je appris depuis? Justement que les bolcheviks faisaient le contraire de ce que j'avais rêvé. Non seulement ils détestent et martyrisent « les bourgeois », leurs ennemis de classe, mais ils tuent et recommandent de tuer les défenseurs des travailleurs et les travailleurs eux-mêmes. C'est à qui ferait disparaître son ami pour prendre sa place. La fameuse pensée de Lénine : « Qui ne travaille pas (sans raison) ne doit pas manger », ne s'applique qu'aux travailleurs eux-mêmes; leurs exploiteurs bolcheviks ne travaillent pas et dépensent sans compter.

Le bolchevisme, c'est la faillite de toutes les belles, bonnes, généreuses idées et le triomphe des passions, des vices et de la haine. C'est pourquoi je me suis désolidarisé de ce parti de haine, de guerre et de jouisseurs.

Grâce à la reconnaissance, les millions des Soviets inondent la France

A côté du parti communiste officiel, il existe un parti secret qui sert d'intermédiaire entre le parti communiste et le gouvernement des Soviets. C'est ce parti secret qui touche les fonds et les répartit entre les différents organes de propagande du parti communiste.

C'est ainsi qu'en 1920, Mme Goldenberg, 32, boulevard Port-Royal, à Paris, étant à la tête de l'organisation secrète pour la France, a touché des sommes importantes de Krassine, représentant des Soviets à Londres. J'ai moi-même touché des livres sterling venant directement de Krassine et destinées au « Bulletin communiste », à la « Vie ouvrière », à « l'Humanité ».

Tout nouveau mensonge est donc inutile. « Le gouvernement des Soviets fournit l'argent et les directives aux partis communistes. »

Avant la reconnaissance des Soviets, l'organisation secrète devait envoyer des hommes sûrs pour passer les fonds à la frontière. C'était une opération délicate, difficile; aussi les voyages n'étaient pas aussi fréquents que les dirigeants communistes l'eussent désiré.

La situation pour eux est complètement modifiée. L'argent, grâce à l'immunité diplomatique, va se trouver au centre de l'organisation et, sans aucun danger, le Gouvernement soviétique va pouvoir inonder le parti communiste de ses millions destinés à la désorganisation économique de la France.

Un programme : « Augmenter la misère pour faire des révoltés. »

Monsieur le président du Conseil, vous connaissez le but que poursuivent les bolcheviks : la révolution universelle. Pour arriver à ce but, leur programme est simple : « Faire que les peuples souffrent de plus en plus; augmenter la misère générale pour faire des révoltés. » Pour réussir, ils chercheront à démoraliser les peuples en pourrissant par la propagande les organismes vitaux des nations : les ouvriers, les fonctionnaires, les policiers, l'armée.

« La première manifestation de l'argent des Soviets sera l'apparition des grèves à l'état endémique, qui créeront l'instabilité économique, une gêne permanente et une augmentation croissante de la vie. L'apparition des journaux communistes en grand nombre pour exploiter la situation, va créer un tel malaise qu'il en résultera des ravages énormes parmi le peuple. »

Le parti communiste doit être dissous

Pour empêcher la propagande, la démoralisation de l'armée, de la police, des fonctionnaires et des ouvriers, **la dissolution du parti communiste est indispensable.**

Pour enlever à la C.G.T.U., affiliée aux Soviets, la possibilité de désorganiser la vie économique par les grèves, le Gouvernement doit rendre « l'arbitrage obligatoire ».

C'est dans l'intérêt du peuple qui souffre et que l'on trompe, c'est pour permettre la réalisation des réformes démocratiques promises **que vous devez briser, sans ménagement, le parti communiste.**

L'OPERATION DE LA RUHR A RAPPORTÉ UN MILLIARD NET

Examinant ce qu'a rapporté l'opération de la Ruhr, « Le Petit Parisien » constate que tous les comptes faits et dépenses déduites, il resterait à répartir entre les ayants-droit, un actif net de près d'un milliard de marks or.

LA MARQUISE DE LA BILLAIS A ETE TUEE PAR SA SERVANTE QUI AVOUE

Paris, 10 janvier. — Après un interrogatoire serré qui a duré jusque vers deux heures du matin, le commissaire de police mobile a réussi à faire avouer à la domestique, Marie Musseau, que c'était bien elle qui avait tué, au cours d'une discussion, Mme de la Billais. Ainsi se trouvent confirmées les présomptions que l'enquête de la brigade mobile avait fait naître. Marie Musseau a été amenée samedi à Nantes, à 11 heures, et écrouée après avoir subi un interrogatoire d'identité.

L'IMPÉRATRICE ZITA

ne pense guère à se remarier

Paris, 10 janvier. — Sur la foi d'une information de source étrangère, on a annoncé que l'ancienne impératrice Zita allait se remarier avec un noble Hongrois, le comte Hunyadi.

Dans l'entourage immédiat du prince Sixte de Bourbon-Parme on nous fait connaître — tout en la démentant formellement — que cette nouvelle constitue une grave calomnie contre la sœur du prince, dont la noble atti-

L'EX-IMPERATRICE ZITA

tude d'épouse et de mère ne saurait s'accommoder d'intentions aussi peu vraisemblables. La veuve de Charles Ier n'a d'autre dessein, en effet, que de veiller sur la vie et l'avenir de ses enfants. On sait assez comment elle s'y est employée à travers les dures heures traversées depuis son exil.

Ajoutons — et la fantaisie de cette nouvelle n'en apparaîtra que mieux — que le comte Hunyadi est marié depuis deux ans environ.

UN NOUVEL INCIDENT A L'HOTEL DE VILLE DE PARIS

UN CONSEILLER COMMUNISTE EST GIFLÉ PAR UN SOCIALISTE

Paris, 10 janvier. — Un violent incident s'est produit à l'Hôtel de Ville, entre deux conseillers municipaux, MM. Levillain, socialiste, et Garchery, communiste.

M. Levillain avait lu le matin, dans le « Bulletin municipal officiel » du compte rendu de la séance du mercredi 31 décembre, dans laquelle M. Garchery avait pris la parole, à l'occasion de la discussion générale du budget.

M. Levillain s'était étonné de voir figurer, à la suite d'une interruption dont il était l'auteur, une réponse de M. Garchery, que ce dernier n'avait pas faite en séance.

Aussi, M. Levillain, rencontrant hier, à la buvette du Conseil municipal, son collègue, lui reprocha-t-il d'avoir fait insérer au « Bulletin » une phrase qu'il n'avait pas prononcée à la tribune.

— Je n'avais pas entendu votre interruption, dit M. Garchery.

— Je n'aime pas vos procédés, reprit M. Levillain. Voici comment j'y réponds :

Et la main droite levée de M. Levillain vint en contact avec la figure de M. Garchery, qui s'écria :

— C'est un geste de voyou; nous nous retrouverons.

Les choses en sont là.

LA CONFÉRENCE FINANCIÈRE

LA PRIORITÉ BELGE

Paris, 10 janvier. — Les experts français, anglais, italien et belge ont travaillé la nuit dernière, de 21 h. 30 à 3 h. 30 du matin, en vue de fixer exactement le montant des sommes reçues par la Belgique, en vertu de sa priorité.

Dans la matinée, des conversations particulières ont repris entre plusieurs ministres des finances alliés. A 11 h. 30, MM. Clémentel, Winston Churchill, de Stefani et Thomis se sont rencontrés avec leurs adjoints au ministère des finances. Ils ont examiné les diverses questions à l'ordre du jour de la conférence. Ces conversations se poursuivront dans l'après-midi.

L'ENQUÊTE SUR LES FONDS ÉLECTORAUX

M. BILLIET DEVANT LE TRIBUNAL CORRECTIONNEL

L'affaire renvoyée au 24 janvier

Paris, 10 janvier. — C'est après-midi, devant la 12e Chambre correctionnelle, présidée par M. Fredin, et comparu M. Billiet, sénateur de la Seine, et président de l'« Union des Intérêts Economiques », qui avait refusé, le 16 décembre dernier, de prêter serment devant la commission d'enquête parlementaire, chargée de lui demander l'origine et l'emploi des sommes mises à la disposition de l'Union. M. Billiet était assisté de son avocat, Me Emile Laurent.

Après un court interrogatoire d'identité, M. Billiet a eu une déclaration dans laquelle le sénateur de la Seine énonce toutes ses réserves sur les poursuites qui lui sont intentées.

Me Laurent, son défenseur, expose qu'il a l'intention de demander la nullité et l'irrecevabilité de la poursuite, car si la loi a été respectée dans sa force, elle a été violée dans son esprit.

« Toutefois, dit-il, nous ne chercherons pas à nous dérober aux débats sur le fond; nous tenons, au contraire, à ce que cette affaire soit jugée au grand jour, dans l'intérêt même du droit violé par des hommes qui s'improvisent juges, sans en avoir, ni la compétence, ni l'autorité morale. »

M. Billiet ayant demandé à faire citer 12 témoins, l'audience est levée et la suite des débats renvoyée au 24 janvier.

M. JOUHAUX SE RACCROCHE AU PROTOCOLE DE GENEVE

Genève, 10 janvier. — M. Jouhaux, secrétaire de la Confédération Générale du Travail, annonce une action des deux internationales, syndicale et politique, en faveur de la ratification du Protocole de Genève.

UN APPEL DE LA « LÉGION »

La *Légion*, qui groupe toutes les forces françaises au service du pays, nous prie de publier l'appel suivant :

FRANÇAIS,

L'heure est venue de faire l'union entre tous les bons citoyens pour conjurer les dangers qui menacent la Patrie et la redresser dans la voie de ses éternelles destinées.

LA « LÉGION » sonne le réveil de toutes les forces saines et vigoureuses de la Nation en vue de les organiser sur le terrain de l'action civique et politique.

HOMMES DU NORD, qui vous souvenez de l'invasion, venez à nous si vous pensez que, pour écarter le péril d'une nouvelle guerre, il faut mettre fin à une série de faiblesses et d'abandons et suivre résolument une politique de grandeur et de fermeté, seule digne d'une France pacifique mais forte des droits acquis par sa victoire.

CITOYENS COURAGEUX, venez à nous si vous croyez qu'il faut éviter à tout prix la débâcle financière, les misères et les convulsions qu'elle pourrait déchaîner, si vous êtes décidés aux mesures énergiques qui seraient indispensables pour sauver le pays du désastre.

FILS D'UN MÊME PAYS, qui n'avez oublié ni les sacrifices de la guerre faits en commun, ni l'union qui nous permit la victoire, venez à nous si vous voulez répudier les misérables luttes intestines, barrer la route aux partis de désordre, opposer un rempart inébranlable aux tentatives de la tyrannie et de la barbarie communistes.

LA « LÉGION » VOUS APPELLE :

Sans distinction d'opinions ou de croyances, unis au-dessus des partis pour servir le même idéal national, nous n'avons à la « Légion » d'autre ambition que de travailler de toutes nos forces, sous une autorité ferme et clairvoyante, avec méthode, discipline et résolution, dans l'intérêt de tous les Français.

HOMMES DE CŒUR, qui avez foi dans l'avenir de la République française, enrôlez-vous dans la « Légion ».

LES COMITÉS DE ROUBAIX ET DE TOURCOING.

P.-S. — Les adhésions, souscriptions ou demandes de renseignements doivent être adressées à M. le secrétaire de la « Légion » : Roubaix, 46, rue de l'Espérance; Tourcoing, 20, rue Motte.

UNE PLAINTE DE L'AMBASSADEUR D'ESPAGNE CONTRE M. BLASCO IBANEZ

Paris, 10 janvier. — Sur la plainte de l'ambassadeur d'Espagne transmise au parquet par l'intermédiaire du Garde des Sceaux,

M. BLASCO IBANEZ

M. Bacquart, juge d'instruction a été chargé d'ouvrir une information contre M. Blasco Ibanez, au sujet de la publication de son livre « Alphonse XIII démasqué ». La poursuite serait de la compétence du tribunal correctionnel.

M. Flammarion, éditeur de M. Jean Guiraud, traducteur, sont inculpés du même délit que M. Blasco Ibanez.

LES CONSÉQUENCES SOCIALES DE LA GUERRE

Le vicomte Georges d'Avenel, dans la « Revue des Deux Mondes » (15 novembre), signale parmi les plus évidentes conséquences de la guerre ce que d'aucuns ont appelé le « renversement des valeurs ».

Si les intellectuels, quoique mieux traités par la guerre que les rentiers à revenu fixe, ont vu leurs ressources, provenant d'appointements ou d'honoraires, augmenter beaucoup moins que le franc ne baissait; s'ils souffrent par conséquent de cette baisse plus que les propriétaires fonciers, lesquels à leur tour ont eu aussi des destinées très diverses suivant la nature, urbaine ou rurale, de leurs biens et la façon dont ils en jouissent, par eux-mêmes ou par fermiers et locataires, le travail manuel a haussé.

La situation de la classe bourgeoise est donc devenue moins bonne, et celle de la classe populaire est devenue meilleure. La « poule au pot » du dimanche, souhaitée par Henri IV sur la table paysanne, figure aujourd'hui couramment sous la forme de poulets rôtis dans bien des fermes qui consom-